CONSULTATION.

COUR ROYALE
DE RIOM.

1^{re} CHAMBRE.

LE CONSEIL SOUSSIGNÉ, vu les pièces d'un procès pendant au tribunal civil séant à Clermont, entre M. le lieutenant-général du Boscage et quelques habitants de la commune de Vernines ;

Vu aussi un Mémoire imprimé, contenant les moyens de défense des habitants de Vernines ;

Vu enfin une Note de questions proposées, au nom du général du Boscage, par M. le comte de Cosnac, son gendre,

EST D'AVIS,

1^o. Que M. du Boscage, en qualité de légataire de M. de Lavigneix, est saisi de tous les droits qu'avoit celui-ci à la percière réclamée ;

2^o. Que cette percière n'est pas féodale ;

3^o. Que c'est à ceux des habitans qui contestent la percière, à prouver qu'ils sont dans l'exception qu'établit l'arrêt de 1765.

On doit être surpris de l'insistance qu'ont mise les habitans dans la proposition du premier moyen ; car ils ne sont ni recevables, ni fondés à le proposer.

M. de Lavigneix avoit acquis la terre de Vernines par acte du 8 juin 1792 ; l'acte de vente indique en détail les objets dont se composoit cette terre, et y comprend notamment « un droit de percière sur toutes les terres » enclavées dans l'étendue de la ci-devant justice de Vernines, non tenues » à cens, soit du propriétaire, soit d'autres ci-devant seigneurs. »

Par un testament du 14 janvier 1819, M. de Lavigneix a légué cette terre à M. du Boscage, sans en indiquer les détails, mais sans aucune réserve. Il n'a employé, pour la désigner, qu'une seule expression ; il a dit : *Je donne et lègue..... ma terre de Vernines.*

Cette expression générale comprend évidemment tout ce qui composoit la terre de Vernines, tous les droits qu'il avoit acquis lui-même en 1792, et qui n'avoient pas été atteints par les lois sur la féodalité ; en un mot, tout ce dont il étoit propriétaire dans les dépendances de Vernines, au moment où le legs fut fait.

Aussi, des difficultés s'étant élevées sur l'étendue du legs entre l'héritier du testateur et le légataire, elles ont été résolues en faveur de celui-ci ;

et le tribunal de Clermont, par un jugement, la Cour, par un arrêt confirmatif, ont attribué à M. du Boscage la terre de Vernines, *dans l'état où elle se trouvoit au moment du décès du testateur, avec ses accessoires, circonstances et dépendances généralement quelconques.*

Il est donc jugé que M. du Boscage représente M. de Lavigneix pour tout ce qui composoit la terre de Vernines : cela est jugé avec l'héritier universel du défunt. Comment la question pourroit-elle être agitée encore!

Ceux qui l'agitent dans la cause, sont eux-mêmes sans qualité pour la proposer ; car ils ne représentent pas eux-mêmes le défunt. Ils étoient ses débiteurs d'un droit de percière ; il doit leur importer peu à qui, d'un légataire ou d'un héritier universel, ce droit appartienne aujourd'hui : il doit leur suffire d'être certains qu'ils ont, dans la personne de M. du Boscage, un légitime contradicteur. Or, ce point n'est pas douteux, puisqu'il a été décidé, entre les vraies parties, par un jugement et par un arrêt.

L'examen de la nature de la rente, objet de la seconde question, ne peut laisser de doutes sérieux dans un esprit non prévenu.

Le terrain sur lequel la percière est réclamée, est situé en Auvergne, c'est-à-dire, dans une province où la puissance féodale ne se présuinoit pas ; où ses droits ne pouvoient s'exercer qu'avec des titres positifs, et où l'on ne reconnoissoit pas cette maxime, si rigoureuse pour les habitans : *Nulle terre sans seigneur.* L'Auvergne étoit un pays de franc-aleu, dans lequel il n'étoit admis de présomption qu'en faveur de la liberté des héritages, et d'autre règle que celle-ci : *Nul seigneur sans titres.*

Cette règle fondamentale du droit de notre province ; cette règle, qui fut toujours religieusement observée parmi nous, formoit autrefois un obstacle invincible, contre lequel venoient se briser toutes les prétentions de la féodalité.

Pourquoi la méconnoîtroit-on aujourd'hui ? et pourquoi ne serviroit-elle pas aussi, quoiqu'en sens contraire, à vaincre la résistance des débiteurs des percières, qui cherchent à se soustraire à une dette légitime par des déclamations contre les abus de la puissance féodale.

Ces déclamations très-puissantes, si on les faisoit entendre dans un lieu où la puissance féodale étoit de droit, ne sont que de vains mots, en les appliquant à une contrée où la puissance féodale n'existoit pas sans titres. Si l'acte constitutif de la créance n'a aucun des signes de la féodalité ; s'il n'attribue au créancier aucun de ces droits nombreux et si caractéristiques, qui ne pouvoient appartenir qu'à un seigneur féodal, et seulement en sa

(3)

qualité de seigneur ; si l'acte enfin établit un droit qui n'est pas essentiellement féodal, et qui *auroit* pu appartenir à tout autre qu'à un seigneur, dans tous ces cas, le droit existe encore ; les lois sur la féodalité ne l'ont pas atteint, car elles ont respecté les propriétés ordinaires.

Or, personne n'ignore qu'en Auvergne, le droit de percière n'étoit pas féodal de sa nature ; personne n'ignore aussi que l'on ne reconnoissoit aucune différence entre les percières dues à des seigneurs, et celles qui appartenoient à de simples particuliers ; personne enfin ne soutient sérieusement aujourd'hui que les possesseurs d'héritages grevés de percières, peuvent se dispenser de les acquitter, s'ils ne prouvent pas clairement qu'elles étoient entachées de féodalité, et, comme telles, abolies par les lois nouvelles.

Tous les doutes sur ces diverses propositions ont été fixés par de nombreux arrêts, depuis celui rendu entre M. de la Salle et les habitans de Blanzat, jusqu'à ceux qu'a récemment obtenus le sieur Creuzet, comme étant aux droits de M. de Laqueulhe, ancien seigneur, contre un grand nombre d'habitans de Cebazat.

De tous ces arrêts, il résulte que celui qui réclame la percière n'est astreint à autre chose, si ce n'est à prouver que la percière lui étoit due autrefois ; et que c'est à celui qui la refuse, en argumentant des lois sur la féodalité, à démontrer qu'elle étoit réellement féodale.

Or, le droit invoqué par M. du Boscage est établi sur une foule de titres qu'il seroit trop long de détailler, et parmi lesquels on remarque surtout un procès verbal du 9 novembre 1489, et un arrêt du 15 juillet 1765 : le procès verbal, qui contient la délimitation du territoire de Vernines, énonce le droit qu'avoit le propriétaire de la terre, *de labourer et faire labourer..... lesdites terres, et prendre et percevoir la gerbe et percière desdites terres, qui ont été labourées dedans lesdits territoires.*

Plusieurs autres parties de ce procès verbal rappellent aussi, parmi les droits du seigneur, celui de *bailler à percières* tous les héritages situés dans les dépendances de Vernines, et d'appliquer à son seul et singulier profit, les fruits, revenus et émolumens desdits héritages, et d'en jouir et user, comme tout vrai seigneur et PROPRIÉTAIRE pouvoit et devoit faire de sa chose propre.

On voit que, dans ces temps reculés, la percière étoit due au seigneur de Vernines, pour tous les héritages situés dans l'étendue de cette paroisse ; et que c'étoit *comme vrai propriétaire des terres*, non comme seigneur féodal, qu'il exigeoit la percière, en accordant la permission de

faire des défrichemens. Ainsi, non-seulement la propriété directe, mais même la propriété utile du sol, appartenoit au seigneur de Vernines ; en sorte que ce n'étoit que *comme colons*, et moyennant une portion des fruits, que les habitans défrichoient ou cultivoient.

Pour tout le terrain défriché ainsi, avec la permission du seigneur propriétaire, les habitans, auteurs des défrichemens annuels, n'avoient ni ne pouvoient avoir de titres, par cela même qu'ils n'étoient que de simples colons, et qu'aucune concession ne leur avoit été faite.

Il paroît que, dans la suite, les défrichemens étant plus nombreux, et la culture des diverses parties du territoire de Vernines étant plus suivie, elle fut tolérée par le propriétaire, moyennant la délivrance d'une portion des fruits de la part de chaque colon, et que cet état de choses se prolongea pendant un très-grand nombre d'années, sans titre pour les colons, et sans contestation de part ni d'autre.

Mais il paroît aussi que, si la plus grande partie du territoire de Vernines appartenoit au seigneur, et ne pouvoit être cultivée sans *sa permission au moins tacite*, une autre partie du même territoire étoit la propriété particulière de certains individus, en vertu de concessions faites moyennant un cens, soit par le seigneur de Vernines, soit par des seigneurs voisins, ou par le chapitre de la cathédrale : ces concessions sont même indiquées dans le procès verbal de 1489 (1).

Cette circonstance fit naître, entre les habitans de Vernines et le seigneur, un long procès, sur lequel prononça l'arrêt du 15 juillet 1765 ; et elle explique les dispositions de cet arrêt, qui confirme une sentence du 6 février 1756 : cet arrêt condamne les habitans de Vernines à payer et porter le droit de percière pour tous les héritages qui ne seroient pas assujettis à des cens, soit envers le seigneur de Vernines, soit envers d'autres seigneurs.

Cette disposition est en harmonie parfaite avec tous les titres rappelés dans l'arrêt, et avec l'idée que nous avons ci-dessus énoncée. On conçoit, en effet, que les anciens titres attribuant au propriétaire de la terre de Vernines, la propriété de tout le territoire situé dans les enclaves de cette terre, les anciens titres indiquant que les défrichemens et les cultures ne devoient avoir lieu qu'avec sa permission et à la charge d'une percière,

(1) Les habitans de Vernines possédoient aussi, en outre, trois cents septercées environ de communaux, pour le pacage de leurs bestiaux ; il n'en est pas question dans la cause.

(5)

chaque habitant, pour s'affranchir de cette charge, devoit prouver, par le rapport d'un titre particulier de concession, qu'il étoit propriétaire lui-même de la partie de terrain qu'il possédoit; et comme les concessions avoient été grevées de cens, il étoit naturel de ne considérer comme affranchi de la percière qui caractérisoit un simple colonage, que celui qui justifieroit qu'il payoit des cens, parce qu'à la différence de la percière, la redevance censuelle étoit caractéristique d'une concession primitive, qui avoit transféré au possesseur la propriété utile.

La distinction établie par l'arrêt de 1765, entre le cens et la percière, prouve donc, tout à la fois, et que le seigneur étoit resté propriétaire des fonds sujets à la percière, et que cette percière n'étoit pas féodale; qu'elle étoit seulement la valeur du droit de propriété, comme cela a lieu dans toute espèce de colonage, tandis que le cens étoit une redevance annuelle, prix de l'abandon de ce même droit de propriété, pour tous les héritages auxquels il s'appliquoit.

Toutes ces réflexions sont fortifiées par une autre circonstance bien remarquable; savoir, que les habitans de Vernines ne produisent absolument aucun titre de concession quant aux héritages soumis à la percière, ce qui démontre de plus en plus que s'ils ont joui jusqu'en 1790, c'est seulement au même *titre de colons*, comme dans l'origine des défrichemens.

Aussi remarque-t-on, dans le procès verbal du 27 juin 1780, la déclaration d'un grand nombre d'habitans qui reconnoissent *ne cultiver qu'à titre de colonage, les terres qu'ils détiennent dudit seigneur*.

S'ils ne sont que de *simples colons*, s'ils ne sont réputés avoir toujours cultivé qu'avec la permission tacite du *propriétaire* de Vernines, il est évident que la percière ne peut être considérée comme féodale, car ce caractère ne pourroit convenir qu'à une redevance fondée sur un titre, et mélangée de droits seigneuriaux.

Ainsi, non-seulement la preuve de la féodalité devoit être à la charge des débiteurs de la percière : et dans le doute, d'après les principes admis en Auvergne, ce vice ne se présumeroit pas; mais encore il est démontré par les actes produits, comme par les circonstances, que cette percière n'est pas féodale, et n'a pu par conséquent être atteinte par les lois abolitives des droits féodaux.

Les observations que nous avons déjà faites, peuvent aussi servir de réponse à la troisième question.

L'arrêt de 1765 renferme deux dispositions, l'une générale, l'autre établissant une exception.

Par la disposition générale, la percière est déclarée due pour tous les héritages situés dans l'étendue du territoire de Vernines.

Par l'exception, l'arrêt affranchit les héritages grevés de cens envers d'autres seigneurs, et même envers le seigneur de Vernines.

La disposition générale a formé le droit du sieur du Boscage.

L'exception forme celui des habitans.

De là il suit que c'est aux habitans qui veulent se placer dans l'exception, à en prouver l'application.

Ils le doivent, soit d'après la combinaison de la maxime *Reus fit actor excipiendo*, avec cette autre maxime *Actori incumbit probatio*; soit parce que la preuve négative seroit impossible au sieur du Boscage; car quels moyens auroit-il pour prouver que tel ou tel héritage ne payoit pas de cens? Au contraire, le fait positif pourra être prouvé par les habitans: il leur suffira de rapporter des titres recognitifs de cens pour les héritages qu'ils voudront affranchir de la percière. C'est, au reste, une règle élémentaire en droit, que c'est à celui en faveur duquel est le fait positif à le prouver, et que la preuve négative du fait ne peut être exigée.

Enfin, les termes, comme l'esprit de l'arrêt de 1765, mettent à la charge des habitans la preuve de l'exception dans laquelle ils voudront se placer.

Mais on oppose que l'arrêt de 1765 n'a été rendu qu'avec la communauté des habitans, et non avec les individus; et qu'il ne peut être invoqué contre ceux-ci.

L'objection se repousse de plusieurs manières.

1°. La contestation intéressoit tous les habitans, soit comme corps commun, soit comme individus, puisqu'il s'agissoit d'un droit de percière réclamé sur tout le territoire de Vernines, c'est-à-dire, sur tout le terrain occupé, et journellement défriché ou cultivé par les divers habitans de ce territoire. Il étoit donc naturel qu'ils regardassent le procès comme une affaire commune, et qu'ils le soutinssent au nom de la communauté.

2°. L'arrêt est rendu, non-seulement contre la communauté, mais encore contre les habitans considérés individuellement, et représentés par des syndics qu'ils avoient choisis. On rappelle, en effet, dans l'arrêt, et le nom des syndics anciens qui avoient représenté les habitans dans le commencement du procès, et le nom des *syndics actuels*, est-il dit, c'est-à-dire, de ceux qui avoient été nommés pour soutenir l'appel. Or, cette nomination

de syndics n'avoit pu être faite que par une assemblée des individus possesseurs des héritages sur lesquels étoit réclamée la percière ; ces possesseurs étoient donc valablement représentés dans le procès ; et par conséquent, l'arrêt a contre eux, soit comme individus, soit comme habitans, la force de la chose jugée.

5°. Enfin, indépendamment de ce que plusieurs des habitans sont individuellement nommés dans l'arrêt ; indépendamment aussi de ce qu'en exécution de cet arrêt, plusieurs autres habitans ont été individuellement poursuivis et condamnés par des sentences que l'on rapporte, c'est que le procès verbal de 1780 prouve aussi que l'arrêt s'appliquoit aux individus possesseurs, puisque ce sont ces individus même qui font, avec le propriétaire, des conventions pour parvenir à une plus facile exécution de l'arrêt.

Nous avons répondu aux diverses questions proposées ; nous avons détruit, il semble, les principales objections opposées à M. du Boscage.

Invoqueroit-on aussi contre lui la prescription, en soutenant que la percière n'a pas été servie depuis longues années ?

Cette dernière difficulté seroit écartée tant par les faits que par les titres.

On feroit d'abord observer, abstraction faite même de tout autre moyen, qu'il faudroit trente-cinq ans au moins de prescription entre majeurs, avant la demande, pour détruire le droit de percière (voir l'art. 2 du titre 3 de la loi du 20 août 1792). Or, il paroît qu'il seroit facile au sieur du Boscage de prouver, même par témoins, que la percière a été servie jusqu'en 1790 ; et il est de principe que la preuve faite pour une seule année pendant le temps de la prescription, suffiroit pour la conservation d'un droit fondé sur titres, comme l'est celui de M. du Boscage.

Celui-ci seroit également autorisé à soutenir que les détenteurs n'ayant possédé que comme *colons*, ainsi que cela est prouvé par les titres, ainsi que cela même a été reconnu par eux en 1780, leur possession, viciée dans son origine, n'a pas eu les caractères exigés par la loi pour opérer la prescription (voyez le Code civil, art. 2229).

Au reste, le sieur du Boscage est porteur de plusieurs pièces qui lui serviroient à prouver la perception de la percière, et par conséquent à interrompre la prescription.

Tels sont, par exemple, les divers carnets écrits de la main des fermiers ou sous-fermiers, et où sont notés les payemens. Ces carnets, ouvrages d'hommes aujourd'hui décédés, et non intéressés d'ailleurs à la cause, ces carnets seroient considérés, d'après les principes et la jurisprudence, comme

suffisans pour fournir la preuve des payemens reçus par les fermiers. Les tribunaux ajouteroient surtout la plus grande confiance à l'espèce de registre ou de relevé intitulé *État du compte des gerbes reçues par Lassalas et Hébrard, fermier et sous-fermier de la terre de Vernines*, d'autant plus que cet état paroît avoir servi de base au traité passé le 7 avril 1790, entre Hébrard et Lassalas. Le traité, qui est authentique, prouve la vérité de l'état qui l'a préparé, en fixe aussi la date, et démontre par conséquent que la percière étoit payée en 1790. Deux arrêts de la Cour de Riom, rendus les 12 janvier et 7 août 1821, ont admis des registres privés d'anciens fermiers, comme preuve de payemens interruptifs de la prescription.

Enfin, la sentence arbitrale de 1791 pourroit aussi être invoquée contre cette prétendue prescription.

DÉLIBÉRÉ par les anciens Avocats soussignés, à Riom, le 21 avril 1822.

GODEMEL, ALLEMAND, DE VISSAC.